

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Face au fascisme?

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis est un événement inédit dans leur histoire. D'autres présidents fantasques ont occupé la Maison Blanche (d'Andrew Jackson à Ronald Reagan, en passant par Theodore Roosevelt), mais ils avaient tous une expérience politique préalable. À l'inverse, des personnalités autoritaires comme Recep Tayyip Erdogan ou Victor Orban, ou des affairistes comme Silvio Berlusconi, Christoph Blocher ou Nicolas Sarkozy n'ont pas dirigé la première économie et la première armée du monde.

Du fascisme, Trump présente deux caractéristiques: un discours ciblant des catégories raciales pour les accuser de tous les maux (les Mexicain-ne-s, les Chinois-es, les Afro-américain-e-s, etc.) d'une part, et un électorat redoutant de perdre les quelques privilèges qui lui restent d'autre part. Il lui en manque pourtant une, décisive: il ne s'est pas appuyé pour l'instant sur des groupes armés prêts à attaquer aussi bien les groupes stigmatisés que les opposant-e-s politiques.

En outre, si l'histoire nord-américaine n'a pas été épargnée par une violence fasciste (que l'on songe au Ku-Klux Klan ou au génocide des Amérindien-ne-s), celle-ci n'y a pas la même tradition qu'en Europe.

Enfin, on se rappellera que le premier souci des «Pères fondateurs» de la Constitution américaine était de prémunir la jeune république contre la tyrannie. L'élection de Donald Trump est ainsi un test pour les institutions qu'ils ont imaginées. Les prochaines élections législatives, lors desquelles l'intégralité de la Chambre des Représentants pourra être renouvelée, ainsi qu'un tiers des membres du Sénat, auront lieu dans deux ans déjà, par exemple.

Réd.



Solidaires contre l'austérité

L'ensemble des politiques au pouvoir semble obéir au même mantra: vider les caisses de l'État et démanteler les services publics. Si cette stratégie satisfait autant les caisses de pension que le patronat, elle demande une mobilisation permanente des forces de gauche luttant contre la dégradation et la privatisation des services publics et les inégalités qu'elles engendrent. *Pages de gauche* fait un tour de l'actualité de cette lutte contre l'austérité.

Lire en pages 5 à 8

■ CETA

Un éclairage sur l'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada.

Page 4

■ Calais

Le nettoyage de «la jungle» ne résoud rien.

Page 10

■ Livres

Dans *L'espoir et l'effroi*, Xavier Vigna rend compte des luttes d'écritures autour du monde ouvrier.

Page 11

UNE ASSOCIATION SE PRÉSENTE

Le CETIM, association de défense des droits humains et éditeur

«Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé mais un seul monde mal développé». En quelques mots, tout est dit: Le CETIM se bat pour un monde plus juste.

Centre d'étude, de recherche et d'information sur les mécanismes à l'origine du mal développement, le CETIM est une interface entre les mouvements sociaux du Sud et du Nord et les mécanismes d'accès à la protection des droits humains à l'ONU. Engagé dans la défense des droits des paysan-ne-s et contre l'impunité des sociétés transnationales, le CETIM soutient des mouvements sociaux du Sud pour accéder aux mécanismes de protection des droits humains de l'ONU et participer à l'élaboration de nouvelles normes internationales en la matière. Il réalise également auprès de ses partenaires et du public un travail d'information et de formation sur les droits humains.

LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

Le CETIM lutte contre l'impunité des multinationales qui commettent des crimes, vio-

lent les droits humains et détruisent l'environnement en toute impunité. L'association genevoise se bat pour l'adoption par l'ONU d'un traité contraignant sur les sociétés transnationales. Ce traité garantirait l'accès à la justice pour les victimes, ainsi qu'une protection des syndicalistes, des paysans, des communautés locales et de l'environnement.

Le CETIM relaie également les revendications des paysan-ne-s au Conseil des droits de l'homme. Ce faisant, le CETIM se bat pour tou-te-s. En effet, les paysan-ne-s nourrissent le monde. Leur travail est essentiel pour la sécurité alimentaire, la lutte contre le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Pourtant leurs droits sont systématiquement violés.

UNE MAISON D'ÉDITION ORIGINALE

Avec plus de 150 publications à son actif, le CETIM est aussi une maison d'édition qui traite des relations Nord-Sud et des questions de développement. Ces ouvrages visent à fournir au grand public des

outils pour comprendre la réalité de la mondialisation et des pistes pour sa transformation.

CETIM

Contact: www.cetim.ch

Dernière publication: Melik Özden, Impunité des sociétés transnationales, Genève, Cetim, 2016.

Le CETIM a besoin de soutien pour continuer sa lutte

En 2015, la Confédération suisse a décidé des coupes budgétaires à hauteur d'un million de francs. Plusieurs organisations actives au sein de la Genève internationale sont touchées, dont le CETIM. L'organisation genevoise a besoin de votre appui pour continuer à défendre les droits des paysan-ne-s et à lutter contre l'impunité des sociétés transnationales.

Pour vos dons:

CETIM

Rue Jean-Charles Amat 6

1202 Genève

CCP 12-19850-1 POSTFINANCE

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-

Abonnement de soutien: Fr. 130.-

Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Case postale 7126, 1002 Lausanne

info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Antoine Chollet (AC), Mathieu Gasparini (MG), Marie Métrailler (MM), Stéphanie Pache (SP), Emilie Pasquier (EP), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:

Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Claude Grimm, Anne Holenweg, Pascal Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco.

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:

Gabriel Sidler

Webmaster:

Mathieu Gasparini

Illustrations:

Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:

Cora Antonioli et Yvan Thiéry

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Des roumaines cousent les bottes de l'armée suisse pour 2 francs de l'heure.

ILLUSTRATIONS

Toutes les photographies illustrant ce numéro de *Pages de gauche* ont été extraites du site Internet «Graffiti», qui défend «la dissidence du tag et la sécession de l'art urbain», constituant le graffiti en art populaire par excellence, ludique, anonyme et gratuit.

Plus d'infos sur: graffitvire.tumblr.com

VOTRE JOURNAL

On écrit, on vend et on se paie!

Maintenir un journal militant mensuel financé uniquement par ses abonné-e-s et des dons individuels n'est pas une tâche facile. *Pages de gauche* a paru régulièrement depuis 2002. Avec maintenant 161 numéros parus en quatorze ans, le journal poursuit un travail de critique politique qui nous paraît plus nécessaire que jamais.

Il rencontre cependant des difficultés financières majeures, n'échappant nullement en pas au sort de toute la presse écrite. La situation toujours précaire de notre journal est devenue très inquiétante cette dernière année. Les abonnements ne couvrent désormais plus que les deux tiers des frais de parution les dons devant compenser le reste. Cette proportion est trop importante.

CHANGER

Devant ces difficultés, le comité de l'association va faire des propositions importantes à une prochaine assemblée générale extraordinaire de l'association éditrice du titre, qui aura lieu début décembre. Le projet consisterait à changer la fréquence de parution de *Pages de gauche*, pour passer à une publication trimestrielle, tout en augmentant le nombre de pages. Ce changement amènerait notre journal à une forme plus proche d'une revue, avec des articles plus fouillés et plus longs mais moins en prise avec l'actualité. C'est pourquoi nous souhaitons également poursuivre la publication d'articles sur notre site Internet, toujours en accès gratuit, pour pouvoir demeurer réactifs sur les sujets les plus chauds.

Toutes ces options seront discutées lors de l'assemblée générale de *Pages de gauche*, et nous

détaillerons, dans notre prochain numéro, les décisions qui y auront été prises.

CONSERVER

Les réponses à notre sondage (voir *Pages de gauche* n° 158), ainsi que vos commentaires au fur et à mesure des numéros, démontrent que le journal occupe une place unique dans le paysage politique et médiatique, une place qu'il s'agit de préserver et de développer. Nous ne nous départirons donc pas des valeurs que nous partageons et des avantages que garantit l'indépendance. L'égalité et la solidarité restent les fondements politiques du socialisme démocratique et nous tâchons d'appréhender les événements passés et à venir à l'aune de ces principes, qui restent la boussole que nous suivons.

Cette position n'est pas toujours facile. Nous provenons d'un projet de l'aile gauche des PS romands, lorsque celle-ci était tenue éloignée des centres de pouvoir. L'élection de certain-e-s de ses représentant-e-s dans des gouvernements cantonaux ou au parlement fédéral, et les reconfigurations électorales et politiques qui en ont découlé, rendent parfois conflictuelles nos relations avec ces partis. Nous souhaitons cependant poursuivre l'entreprise critique qui est à l'origine du journal, sans complaisance pour les élu-e-s de gauche.

DÉBATTRE

Nous ne sommes pas aveugles à l'évolution sociale qui tend à reléguer le débat politique à des murs virtuels où chacun-e affiche une opinion qu'ils et elles ne sont pas toujours prêts à sou-

tenir par une argumentation et à confronter à d'autres.

Il nous semble au contraire vital de prendre part au débat politique et de soutenir le principe de celui-ci partout où nous le pouvons, car la confrontation des idées et leur mise en discussion constitue une pratique nécessaire au fonctionnement d'une démocratie. À gauche aussi, nous devons nous souvenir de ce principe, et de l'importance d'assurer un espace de discussion permanent sur les options politiques qui sont les nôtres. La gauche au pouvoir a toujours crevé de l'étouffement de toute critique interne au prétexte qu'elle pourrait servir nos adversaires. C'est une libre discussion et un œil se méfiant des effets de l'exercice du pouvoir qui fortifie la gauche à tous les niveaux. À l'inverse, la disqualification de la «dissidence» sur la base de ses opinions ou de ses appartenances sociales ne sauraient engendrer que plus de discriminations, bien loin de l'espace égalitaire que nous voulons créer.

AIDER

Vous avez bien sûr un rôle à jouer dans tout cela. Nous vous remercions pour votre soutien jusqu'ici, et vous encourageons à le réitérer. Lisez *Pages de gauche*, parlez-en, offrez-le, réabonnez-vous, faites des dons. Nous vous invitons aussi et peut-être surtout à participer au débat, à nous écrire, à réagir, à proposer des sujets et des questions qui vous intéressent. Nous souhaitons ardemment continuer l'aventure de ce journal à nul autre pareil, malgré les difficultés, car nous estimons qu'il est important de faire exister ces débats avec vous.

La rédaction



LIBRE-ÉCHANGISME

CETA-dire?

L'accord commercial entre l'Union européenne et le Canada (CETA, pour *Comprehensive Economic and Trade Agreement*, accord économique et commercial global) a été signé fin octobre 2016 à Bruxelles. Il n'a pas encore été ratifié par les parlements nationaux ni par le parlement européen. En cas de vote positif des parlements canadien et européen, l'accord entrera en vigueur de manière provisoire (pour ce qui concerne les domaines de compétence de l'UE), dans l'attente de la ratification des parlements nationaux et régionaux.

LE «CHEVAL DE TROIE»

Après l'échec des grands rounds de négociations multilatérales à l'OMC, l'UE s'est

engagée sur la voie des accords commerciaux bilatéraux. Le TTIP est toujours en négociation avec les États-Unis, de sorte que le CETA sert de modèle. Ces accords secrets contiennent des milliers de pages, avec des clauses d'abolition des droits de douane et des «entraves non-tarifaires au commerce», à savoir d'interdiction de toute mesure qui discrimine les entreprises étrangères. Le commerce des biens et des services est concerné.

AGRICULTURE ET SERVICE PUBLIC

Le CETA est donc un accord de libéralisation des échanges. L'importation de produits agricoles canadiens sera facilitée, ce qui entraînera de fait une pression accrue sur le monde

agricole européen soumis à une concurrence supplémentaire. La question sera aussi de savoir si l'UE pourra maintenir ses standards sanitaires ou interdire l'importation de bœuf aux hormones, ce qui est loin d'être sûr vu la volonté de libéraliser.

L'autre crainte concerne les services publics. Le CETA fonctionne sur la base des «listes négatives» (tous les secteurs qui ne sont pas mentionnés sur une liste sont libéralisés) et contient la clause de «cliquet» (ce qui a été libéralisé ne pourra plus être soustrait aux règles du marché). Le juteux marché des services en Europe tend ses bras aux entreprises canadiennes, même si pour l'instant, l'UE a inclus nombre de secteurs sur ses «listes négatives».

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Enfin, l'accord contient des règles sur la protection des investissements étrangers. En cas de mesures jugées discriminatoires, les entreprises qui ont investi dans un État européen pourront réclamer des indemnités à cet État. Les causes seront jugées par un tribunal arbitral, et non pas les juridictions nationales. Les arbitres étant généralement des juristes issus du milieu des affaires, n'offrant pas les mêmes garanties que les juges étatiques, ce mécanisme concentre les contestations. Il faut dire que d'autres accords commerciaux contenant des mécanismes similaires ont donné lieu à des demandes d'indemnités de l'État allemand pour la décision de se passer du nucléaire ou de l'Australie par Philip Morris pour l'instauration du paquet de cigarettes «neutre». Une multinationale argue régulièrement qu'un changement de loi constitue une «mesure discriminatoire» contraire à ses intérêts, et a les moyens de lutter contre des décisions démocratiques.

Arnaud Thiéry

Arnaud Thiéry

LIBRE-ÉCHANGISME

PS altermondialiste?

Après avoir suscité une vague d'enthousiasme, le Parti socialiste wallon a quelque peu douché les espoirs de voir le CETA mis rapidement aux oubliettes. On aurait tort, toutefois, de vouer aux gémonies un Paul Magnette encensé quelques jours auparavant par celles et ceux qui veulent résister au libre-échange à tous crins.

Il y a le symbole, d'abord. En Europe, un gouvernement régional démocratiquement élu s'est élevé contre le rouleau compresseur de la Commission, des *lobbies* qui œuvrent en coulisse et de la presse quasi-unanime à condamner les «communistes» wallons. Et si la résistance n'a pas duré très longtemps, c'est également parce que les pressions, le chantage et les plus basses menaces de rétorsion n'ont pas tardé à pleuvoir, montrant au passage le vrai visage de la commission dirigée par Jean-Claude Juncker.

Il y a la méthode, ensuite. Les socialistes wallons ont rap-

pelé qu'exercer le pouvoir, cela a un sens à condition d'utiliser les marges de manœuvre existantes (en l'occurrence, le fédéralisme belge, pour baroque qu'il soit, donne un pouvoir de codécision en matière de commerce international à des assemblées démocratiques très concernées par ce type d'accord mais rarement consultées). Certes, les avancées obtenues sont *in fine* maigres (une déclaration interprétative sur les services publics et l'agriculture, la promesse d'avoir un avis de la Cour de justice de l'UE sur la conformité des tribunaux d'arbitrage, qui n'entreront pas en vigueur à titre provisoire, un code d'éthique pour les arbitres), mais elles ont le mérite de montrer que la capitulation en rase campagne n'est pas la seule possibilité face à ces accords. C'est de bon augure alors que le processus de ratification commence et que le TTIP arrivera prochainement.

DOSSIER AUSTÉRITÉ

Un refrain trop connu

Pages de gauche revient dans ce dossier sur l'actualité des politiques d'austérité en Suisse. En nous intéressant à leurs effets sur les services publics, nous souhaitons illustrer les conséquences des précédentes réformes fiscales, fédérales et cantonales. Partout en Suisse, les parlements et les gouvernements cantonaux se voient contraints de gérer les conséquences des décisions catastrophiques qu'ils ont prises par le passé, en faisant des cadeaux fiscaux aux riches et aux grandes entreprises. Mais il s'agit de voir que les limites budgétaires n'ont rien d'un incident conjoncturel, qu'elles sont au contraire le produit de politiques fiscales, budgétaires et comptables de la Confédération et des Cantons.

La droite aime «se tromper» dans les budgets pour limiter les investissements et faire croire qu'un bon État tient son budget comme celui d'un ménage, à l'équilibre, pour ensuite prendre prétexte des bénéfices pour baisser les impôts – des plus riches, évidemment. Les coupes et les restrictions qui sont ensuite demandées «par solidarité» à une fonction publique dont le statut est déjà bien attaqué ne passent heureusement pas toujours comme une lettre à la poste – une expression que l'on devra peut-être abandonner si la privatisation et le démantèlement de celle-ci se poursuit. La mobilisation du personnel enseignant à Neuchâtel offre ainsi un contrepoint plus optimiste, et, espérons-le, mobilisateur

pour contrer un refrain que l'on nous chante depuis trop longtemps. Et la mobilisation sera nécessaire pour lutter contre les cadeaux fiscaux supplémentaires prévus pour les grandes entreprises par la réforme sur leur impositions, la RIE III, le 12 février 2017. L'austérité n'est pas une fatalité. Cette politique de démantèlement des services publics en vue de leur privatisation et de l'accroissement des bénéfices privés renforce le Capital. Combattons ce vilain refrain en affichant notre refus de se soumettre au chantage des actionnaires et en entonnant celui de la solidarité.

La rédaction

DOSSIER AUSTÉRITÉ

L'incompétence organisée

Certes la politique des caisses vides est une constante en Suisse. La droite au pouvoir a toujours qualifié de «conjoncturels» les résultats positifs et

de «structurels» les déficits, même si sur la durée cette affirmation est fautive. Ainsi durant les onze dernières années, les comptes de la Confédération ont affiché seulement un résultat négatif alors que sur la même période sept résultats négatifs avaient été budgétés.

Même si c'est de notoriété publique, cela prouve que les budgets sont utilisés par la droite pour mettre en place des programmes d'économie et servir leur intérêt.

Malgré cela les programmes d'économie se succèdent et les allègements fiscaux également. Au lieu de favoriser une politique d'investissement, la droite préfère réduire la dette (qui ne coûte rien, car les taux d'intérêt sont stables et bas), au mépris même du frein à l'endettement, diminuer les prestations et réduire massivement les impôts en faveur des entreprises. Le dernier avatar en date est la 3^e réforme d'imposition des entreprises (RIE III), qui

coûtera au bas mot 5 milliards de francs au profit de quelques groupes d'entreprises et leurs actionnaires. Le constat est implacable: structurellement la droite affaiblit la masse fiscale en réduisant la base d'imposition.

La lecture des brochures de l'Administration des finances est révélatrice d'une mauvaise foi assumée. À chaque budget, l'argumentation est la même: des dépenses qui évoluent plus vite que la croissance économique et dont leur financement ne serait pas assumé. Des menaces supplémentaires qui se profilent à l'horizon (soit diminution des recettes et augmentation des dépenses). Des besoins de financement extraordinaires et non prévisibles. Contre cette logique, il est réjouissant de constater l'aboutissement du référendum contre la RIE III et il s'agira de transformer l'essai le 12 février 2017 dans les urnes.

Mathieu Gasparini

en millions de CHF	budget	comptes
2006	-700	2500
2007	-102	3400
2008	1200	*7300
2009	948	2700
2010	-2500	3600
2011	-600	1900
2012	0	1400
2013	-400	1330
2014	120	-120
2015	-500	2300
2016	-400	2200

Différence entre les budgets et les comptes de la Confédération pour le solde de financement

** Si l'excédent était bien de 7,3 milliards, les dépenses extraordinaires pour sauver le système financier ont coûté près de 11 milliards. Au total le compte de financement s'est soldé par un déficit de 3,6 milliards.*

DOSSIER AUSTÉRITÉ

La Poste: syndicom exige un moratoire sur le démantèlement

Mi-octobre, la direction de La Poste annonçait son intention de fermer d'ici quatre ans 500 à 600 des 1400 offices de poste restants. Dans de nombreuses communes, seul un service public réduit au strict minimum sera fourni à l'avenir par des agences et le service à domicile.

La Poste accélère le processus de transformation des bureaux de poste en agences postales. Alors qu'elle annonce «développe[r] le réseau du futur», parce que les «points d'accès» augmentent, c'est

bien au démantèlement le plus drastique de son histoire que nous avons affaire. Sur les 4500 employé·e·s de guichet, 1200 sont touchés. Des rumeurs parlent également des restructurations d'envergure chez PostFinance.

L'opposition contre les fermetures grandit de jour en jour non seulement au sein du personnel, mais aussi dans les communes. En abandonnant les régions périphériques, la Poste joue avec le feu et agrandit le fossé entre villes branchées, bien desservies, et campagnes

avec seulement un service postal dégradé «à domicile». Et les agences ne peuvent notamment effectuer ni des remboursements, ni des versements en espèces supérieurs à 500 frs.

Bien sûr les habitudes et besoins des consommatrices-eurs changent et la Poste doit s'y adapter. C'est ce que souhaite le personnel. Mais la Poste préfère visiblement recourir à des employé·e·s à bas salaire appartenant à d'autres entreprises. Externalisation, *dumping* salarial, contournement de la convention collective: voilà qui n'est pas digne d'une entreprise de service public qui prétend être attachée à sa responsabilité sociale. Syndicom a lancé une pétition dans laquelle le personnel exige un moratoire et la reprise du dialogue. Des mesures de lutte sont en discussion.

Simultanément, les milieux politiques sont appelés à mener la discussion sur le service public. Car c'est à eux qu'il appartient de définir les exigences en matière de service public à la Poste. D'ici là, syndicom exige un moratoire. La politique, la population et les syndicats doivent combattre ensemble le démantèlement du service public.

Yves Sancey

Porte-parole romand de syndicom, syndicat des médias et de la communication

DOSSIER AUSTÉRITÉ

Fribourg, bonnet d'âne budgétaire

Le canton de Fribourg, bon élève de la classe? Un bénéfice exceptionnel de 125 millions de francs en 2015, un exercice 2016 qui devrait lui aussi être dans les chiffres noirs, il semble qu'il n'y ait pas meilleur gestionnaire en Suisse romande. Et pourtant, la réalité n'est pas tout à fait celle-là.

Pour commencer, ces résultats ont été rendu possibles par des mesures d'économie très dures décidées en 2014, comprenant notamment des baisses de salaire pour la fonction publique. Comme toujours, ce programme était justifié par la situation soi-disant préoccupante des finances cantonales.

Ensuite, le canton de Fribourg se repose largement sur ses voisins vaudois et bernois en terme d'infrastructures, et se paie le luxe de leur faire concurrence fiscalement en attirant des contribuables par ses taux bas.

Le problème est toutefois plus profond. Faire croire qu'un État en bonne santé devrait faire des bénéfices réguliers, c'est

ignorer tout des finances publiques. Hors périodes de récession, il est en effet souhaitable qu'un État équilibre ses comptes de fonctionnement, mais il est tout aussi indispensable qu'il s'endette pour ses investissements, et donc qu'il fasse des déficits. À droite, on dira qu'une collectivité publique qui fait des bénéfices prélève trop d'impôts. À gauche au contraire, on relèvera qu'elle n'investit pas suffisamment, soit dans ses infrastructures, soit dans les services qu'elle offre (éducation, santé).

Le canton de Fribourg est donc au contraire un *mauvais élève* budgétaire. Les louanges qu'on lui tresse sont purement idéologiques, et ne visent qu'à réduire la taille de l'État dans les autres cantons. La RIE III, en asséchant complètement les recettes des collectivités publiques suisses, jouera évidemment un rôle déterminant dans cette opération ces prochaines années, à moins d'un refus populaire le 12 février 2017.

Antoine Chollet

Cabotage en eaux suisses

Pour les personnes qui auraient l'étrange projet de voyager de Lyon à Constance, une ligne de bus vient très opportunément d'être ouverte par la société Flixbus. Avec des arrêts à Genève, Lausanne, Berne et Zurich, elle permet de contourner sans difficulté la législation suisse en voyageant à prix cassés. Un Constance-Berne ne coûte que 17 euros au meilleur tarif, soit nettement moins qu'un billet de train à plein tarif Zurich-Berne. L'interdiction du «cabotage» (la pratique consistant à ne prendre des passagers-ers que pour une partie du trajet) dans la loi est facile à contourner, ce qui menace gravement les transports publics. AC

DOSSIER AUSTÉRITÉ

Succès historique pour la grève des enseignant·e·s à Neuchâtel

La grève organisée les 8 et 9 novembre dans les écoles du canton de Neuchâtel a rencontré un vif succès. Plusieurs centaines d'enseignant·e·s de tous les niveaux et de tous les districts ont suivi le mouvement. Si les grévistes s'opposent à une nouvelle grille salariale dégradante pour les jeunes et les futur·e·s enseignant·e·s, ils ont également dit leur ras-le-bol face aux différentes mesures contre-productives imposées par le Département de l'éducation et de la famille (DEF) depuis de nombreuses années et signifié une réelle inquiétude quant à l'avenir de l'École neuchâteloise.

L'assemblée générale qui s'est tenue à la Maison du Peuple de La Chaux-de-Fonds et a réuni quelque 600 personnes a refusé à une très forte majorité que les syndicats ouvrent de nouvelles négociations avec le Conseil d'État tant que celui-ci

n'aura pas préalablement retiré sa grille salariale.

Par contre, suite aux propositions que la cheffe du DEF a faites dans les médias, appelant les syndicats à discuter des conditions de travail, l'assemblée a décidé à une très large majorité de donner le mandat à ces derniers d'aller écouter le même jour ce que Monika Maire-Hefti souhaite leur communiquer.

LA FERMÉTÉ CONTRE LA FERMETURE

Face à l'attitude de fermeture du Conseil d'État, lequel refuse de retirer sa grille salariale, l'assemblée a voté à la quasi-unanimité un nouveau jour de grève pour le 24 novembre, reconductible le lendemain. Suite à cette réunion, les représentant·e·s du SSP et du SAEN (Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois) ont décidé de ne pas communiquer tant qu'ils n'auraient pas consulté leur base.

Enfin, une pétition demandant le retrait de la grille salariale a été lancée lors de l'assemblée générale. Elle peut être signée par l'ensemble de la population.

Les enseignant·e·s en grève sont soucieux de la qualité de leur travail et conscients de son importance. En aucun cas ils ne veulent prendre les élèves en otage, mais désirent au contraire que le Conseil d'État cesse, lui, de jouer à la roulette avec les élèves et avec leur avenir en continuant inlassablement à dévaloriser leur profession.

*Claude Grimm
Secrétaire syndicale,
SSP – Région Neuchâtel*

On trouve la pétition sur le site www.ssp-neuchatel.ch.

DOSSIER AUSTÉRITÉ

La CCT de la santé attaquée

La dégradation de la CCT 21 – la convention collective de travail qui régleme l'ensemble du secteur sanitaire subventionné à Neuchâtel – a finalement été validée par tous les syndicats signataires. Sans aucune difficulté et sans le moindre souci de consultation, deux associations du personnel avaient immédiatement validé un texte qui suppose tout de même une augmentation du temps de travail hebdomadaire d'une heure, la réduction des indemnités pour le travail de nuit et du week-end de 2 frs par heure et le gel des annuités pour 2017.

En contrepartie? Rien puisque l'augmentation de la grille salariale de 1,2%, négociée dans le cadre de cet accord,

n'aurait pas eu d'impact sur les salaires effectifs du personnel en place. Cette grille ne «colle» plus aux salaires réels, puisqu'elle avait été adaptée à la baisse deux années de suite à cause de l'inflation négative. Le Syndicat des services publics (SSP), seul à mettre les pieds au mur après avoir consulté ses membres, a fini par accepter la nouvelle CCT après une nouvelle négociation qui a débouché sur une très légère amélioration: la grille salariale sera rehaussée de 2,4%.

La pression était forte, car la partie employeurs, soutenue par les autres syndicats, a brandi toutes les menaces possibles: dénonciation de la CCT, exclusion du SSP, dénigrement du syndicat, etc. À Neuchâtel,

comme ailleurs, la réforme hospitalière qui contraint l'hôpital public à fonctionner comme n'importe quelle entreprise et à se préoccuper avant tout de sa rentabilité, avance avec le soutien de la plupart des directions hospitalières. À l'occasion de la journée de mobilisation du 3 novembre dernier, certaines directions ont même interdit la présence syndicale sur les lieux de travail. Un très mauvais signe: si le personnel ne peut pas dénoncer les dérives marchandes d'hôpitaux soumis aux lois de la concurrence, qui va donc alerter la population?

*Beatriz Rosende
Secrétaire centrale, SSP*

DOSSIER AUSTÉRITÉ

Lucerne «victime de son succès»

«Le paquet de mesures d'austérité le plus important de toute l'histoire de son canton», c'est ainsi que la *Luzerner Allianz für Lebensqualität*, réunissant quarante syndicats, associations professionnelles des services publics et partis de gauche, désigne le KP17 (*Konsolidierungsprogramm*) annoncé par le Conseil d'État lucernois.

Pourtant ce programme s'inscrit dans la continuité de la politique d'économies et de coupes effectuées dans les budgets publics depuis 1999. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que la politique menée par le gouvernement à l'encontre des services publics et particulièrement favorable aux grandes entreprises ne s'est pas faite plus discrète.

CHAMPION

Ainsi Lucerne, entouré de cantons à basse fiscalité, a suivi le mouvement en 2012 et réduit de moitié l'imposition du béné-

ficie de ses entreprises. Il est depuis le champion suisse dans ce domaine. Or son gouvernement a annoncé un nouveau paquet de 150 mesures prévues pour 2017-2019 afin de compenser les pertes subies. Celui-ci estime en effet qu'il est victime de son succès (*sic!*) et que les pertes (520 millions) sont dues à son attractivité (plus d'habitant-e-s, plus de coûts). Cela n'empêche en rien son soutien infaillible aux allègements massifs à toutes les entreprises contenus dans la RIE III.

À LA HACHE

Et le démantèlement de tous les secteurs des services publics se poursuit; avec la semaine de vacances forcées supplémentaires pour les élèves (sans soldes pour les enseignant-e-s) dans le secondaire 2, combattue depuis 2013, mais adoptée finalement dans le cadre du budget 2015, ou les réductions des effectifs dans tous les secteurs, Lucerne ne s'embarrasse plus de mesurètes. Au

programme pour 2017: une suppression de 100 postes à l'État, une augmentation du temps de travail des salarié-e-s, une baisse de 50% des subventions allouées aux écoles de musique, des plans de privatisation du secteur de la santé...

L'énormité et la brutalité du programme font réagir et la colère monte et commence à gronder fort. Même si la campagne de votation référendaire pour une hausse de l'imposition des entreprises s'est soldée dernièrement par un échec, les actions et manifestations dans la rue se multiplient et s'intensifient, les initiatives politiques aussi. Citons parmi ces dernières, une pétition pour soutenir la culture ou le bouquet de trois initiatives populaires pour la défense d'une formation de haute qualité, pour une sécurité des soins dans tout le canton ou pour un financement continu des transports publics.

Cora Antonioli

DOSSIER AUSTÉRITÉ

École vaudoise: ça ne peut pas continuer comme ça!

Après trois ans de fonctionnement de la loi vaudoise sur l'enseignement obligatoire (LEO) et son complet déploiement, il est plus que temps d'en faire un bilan.

Dans les cycles primaires, le renforcement de la dotation horaire et l'amélioration du statut du maître de classe ont fait leurs preuves. Malgré cela, la situation reste tendue. Ainsi l'intégration des élèves à besoins particuliers ne s'accompagne pas de renforts pédagogiques en suffisance alors que la loi sur la pédagogie spécialisée, qui devait simplifier les lourdes procédures actuelles, est bloquée par un recours. Par ailleurs, quelques élèves sans repère mettent parfois en échec les structures existantes et placent les enseignant-e-s face à des

défis qui dépassent largement leur mission. Afin de les appuyer et redonner un cadre propice au travail dans toutes les classes, une véritable politique socio-éducative doit être développée. Elle doit dépasser les prés carrés des différents services étatiques et permettre l'engagement de personnel éducatif dans les écoles.

Dans le secondaire, le passage de trois voies à deux voies (dont une générale avec des niveaux) a permis une perméabilité plus grande et le système d'orientation a été clarifié. Malgré tout, on constate que les modalités de fonctionnement de la nouvelle voie générale peinent nettement les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des enseignant-e-s.

Dès la rentrée 2013, le SSP a demandé des ajustements urgents qui n'ont été que très partiellement pris en compte. Sans changement rapide, les promesses de la LEO ne seront jamais tenues et le risque d'un échec est grand. S'il était envisageable qu'un nouveau système provoque une situation inconfortable dans un premier temps, elle ne peut plus durer. Les enseignant-e-s se sont engagé-e-s avec énergie pour faire fonctionner le système, mais on ne peut compter sur leur seule bonne volonté et leurs compétences pour pallier ses défauts. Ils-elles attendent des changements maintenant.

Julien Eggenberger
Enseignant en voie générale,
président SSP Vaud et député PS

DÉBAT

Autorité tutélaire

Alors que les élections cantonales vaudoises auront lieu au printemps prochain et que le PSV désignera sa liste pour le Conseil d'État en janvier 2017, Pierre-Yves Maillard a livré ses réflexions. Craignant les tendances «élitistes» de la gauche, il conseille au PSV de ne pas présenter des candidat-e-s au profil socio-économique trop homogène et d'adopter des positions plus en phase avec les aspirations des «couches populaires». Celles-ci seraient opposées au libre marché – donc favorables à des limitations de la libre-circulation des personnes – et souhaiteraient des règles précises contre le fanatisme religieux, par exemple l'interdiction du port du foulard.

Ces propositions suscitent des interrogations sur leur fond comme sur le contexte. Elles sont formulées dans la presse par le président du Conseil d'État en exercice, qui expose ce qu'est la volonté des «classes populaires», dans une vision verticale de ce que sont «le peuple» et ses aspirations.

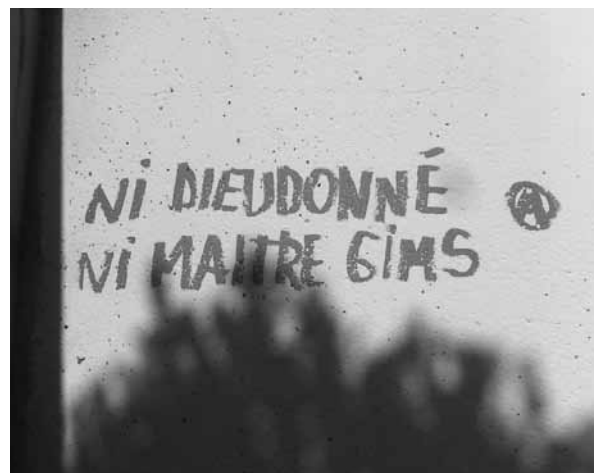
Quant à dire que le PS ne doit pas présenter des profils trop homogènes, et doit veiller à renouveler ses représentant-e-s, ce n'est pas à *Pages de gauche* qu'on le contestera. Une bonne manière de s'en assurer est de limiter strictement la durée des mandats, et de veiller en amont à un processus de renouvellement. Par ailleurs, il ne saurait être question d'opposer de manière stérile les profils universitaires ou non, ni de tomber dans une forme d'anti-intellectualisme qui masque souvent une méfiance à l'égard des personnes adoptant une position réflexive et critique.

UNE MAJORITÉ FANTASMÉE

Enfin, s'agissant de l'orientation politique du PS, on peut se réjouir de l'ouverture du débat; la libre circulation des personnes est une politique libérale et est problématique en termes de protection du marché du travail. Nous y avons d'ailleurs consacré de nombreux débats et dossiers (*Pages de gauche* n° 73 et n° 103). La baisse de la fisca-

lité des entreprises l'est d'ailleurs tout autant. Par ailleurs, la démarche pourrait aussi se résumer à défendre des positions parfois très conservatrices et autoritaires, par exemple en imposant ou interdisant des tenues vestimentaires, sous prétexte que cela répondrait aux aspirations d'une «majorité silencieuse», qualifiée de populaire mais surtout fantasmée.

Arnaud Thiéry



DUPERIE

Caisses de pensions: le tonneau des Danaïdes

L'opacité du système du 2^e pilier est alarmante. D'autant plus que les caisses de la fonction publique n'échappent pas à cette opacité. Depuis que la loi fédérale a fixé pour 2052 un taux de couverture minimum de 80%, les plans de recapitalisation et de diminution des prestations se succèdent.

Récemment la Caisse de prévoyance de l'État de Genève annonçait qu'elle devait prendre des mesures structurelles – forcément – car la Chambre suisse des experts en caisses de pensions (CSEP) a recommandé de baisser le taux technique de référence de 0,5 point à un niveau de 2,25%.

Mais qu'est-ce que cette Chambre? La CSEP est l'organisation professionnelle des actuaires-conseils indépendants de Suisse. Les actuaires ont notamment pour tâche de recommander aux Conseils de fondation des caisses le montant du taux d'intérêt technique.

Chaque année lors de son Assemblée générale, elle détermine un taux d'intérêt technique («DTA 4») composé des 2/3 de l'indice LPP 2005 («LPP-25 plus», établi par la Banque privée Pictet) et 1/3 du rendement actuel des emprunts à 10 ans de la Confédération, le tout diminué de 0,5 point. Ce taux technique est ensuite uti-

lisé par les actuaires pour évaluer le rendement des actifs. Sans surprise, ce taux technique diminue constamment depuis 2010 (4%).

Mais qui est dupe? Quand une recommandation de la CSEP créerait dans le cas genevois un «trou fictif» de 1,5 milliards de francs, sa dimension politique est évidente. Mécaniquement, plus ce taux est bas, plus le taux de couverture baisse et plus il y a besoin de mesures structurelles, telles que l'allongement de la durée de cotisation et la diminution des prestations.

Mathieu Gasparini

FRANCE

Calais: détruire, répartir, et après?

Fin octobre, le gouvernement français annonçait la «mise à l'abri» des 6000 migrant·e·s qui vivent dans la «jungle» de Calais dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre. En trois jours, il s'agissait pour les autorités françaises de répartir ces hommes, femmes et enfants dans quelques 280 Centres d'accueil et d'orientation (CAO) distribués dans différentes régions de France. Une opération en grande pompe est alors lancée qui laisse au final entrevoir l'absence de solution sur le long terme, la déshumanisation des personnes en quête de repos et la manipulation politique et médiatique de la question migratoire dans un contexte pré-électoral.

OÙ ALLER?

Tout d'abord, quitter Calais pour aller où? Si les activistes indépendants dénonçaient également les conditions de vie à

Calais, le plan national de relogement dans les CAO n'apporte sur le long terme aucune solution appropriée. Ouverts dans l'urgence depuis octobre 2015, ces centres qui visent à «orienter les migrants dans leur démarche administratives» se heurtent à la fois à des problèmes de gestion et de fond.

D'une part, les conditions de vie au sein des centres sont pour la plupart inadéquates (manque de moyens alimentaires et matériels, absence de traducteur, mise à la rue des migrants dans la journée, etc.) et d'autre part une partie des migrants sont confrontés aux politiques migratoires déshumanisantes qui impliquent renvois forcés ou transferts dans un autre pays en vertu des accords de Dublin. Si des collectifs de soutien se créent au sein même des communes qui accueillent ces centres ainsi qu'un réseau national d'information sur les

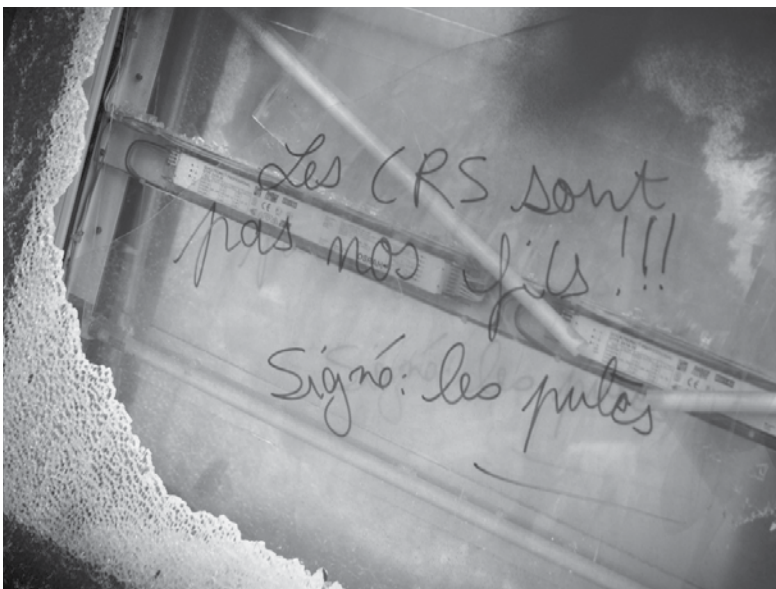
conditions de vie au sein des CAO, il reste qu'à peine arrivés, de nombreuses·eux migrant·e·s ont déjà quitté ces lieux.

LA QUESTION DES MINEUR·E·S

Ensuite, il était également question de trouver une solution pour les mineur·e·s non accompagné·e·s (plus de 1500 selon certains chiffres). Une partie d'entre elles et eux pourrait vraisemblablement rejoindre l'Angleterre grâce au regroupement familial. Néanmoins, un contrôle au faciès arbitraire réalisé à la va-vite et l'absence de place dans les centres d'accueil provisoires pour mineur·e·s ont laissé de nombreux enfants à même la rue! Ces différents éléments renforcent l'idée selon laquelle il s'agissait surtout à travers cette intervention d'exhiber «l'opération humanitaire» que constituait pour le gouvernement le démantèlement du plus grand bidonville de France. En effet, si près de 700 journalistes ont reçu une accréditation pour venir couvrir l'événement le jour J (à noter que certain·e·s journalistes indépendant·e·s et des militant·e·s «no borders» ont été interdit·e·s d'accès sous peine d'emprisonnement!), les informations sur la situation actuelle sont plus difficiles à obtenir.

Alors qu'il reste plus de 1500 mineur·e·s et 450 femmes et enfants dans les structures officielles en marge des ruines du camp, on assiste en dehors à une véritable chasse à l'homme, en premier lieu à l'encontre des migrant·e·s qui y sont encore, mais aussi des activistes qui tentent de les protéger et de nous informer.

Marie Métrailler



LE POING Le document d'orientation du PS suisse sur la démocratie économique s'attire les foudres de l'aile droite du parti, emmenée par **Daniel Jositsch et Pascale Bruderer**. Le débat de fond est sain, la méthode mérite un poing. Peu présente aux



Congrès, peu investie au sein du parti, l'aile droite se manifeste par médias interposés en amont de ces échéances avant de continuer son bonhomme de chemin, sans se sentir tenue par les décisions démocratiques du Congrès.

LA ROSE Ce mois-ci, nous décernons une rose de solidarité à **Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag**, co-président·e du HDP, le Parti démocratique des peuples, dernier véritable parti d'opposition en



Turquie. Le pouvoir les a emprisonnés, ainsi qu'une dizaine des parlementaires du parti, dans le cadre de la «lutte antiterroriste». Après s'être attaqué aux universités, aux avocat·e·s, puis aux journalistes, le pouvoir turc étend désormais sa purge au parlement.

LIVRES

Le quai de Vigna

Déjà auteur d'une *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle* et d'un ouvrage consacré à *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, l'historien Xavier Vigna poursuit dans *L'espoir et l'effroi* son exploration du monde ouvrier français, cette fois sous le prisme des luttes d'écritures dont il a été à la fois le théâtre et l'enjeu. Le «flot gigantesque d'écrits» qu'il a suscité tout au long du XX^e siècle témoigne en effet d'une «centralité ouvrière», c'est-à-dire du «fait proprement politique que la question ouvrière, celle de la situation sociale et politique de la classe et de son devenir, est érigée en enjeu fondamental». Cette perception largement partagée de la possibilité d'un bouleversement social sous impulsion ouvrière reflète cependant des attitudes contradictoires, et éveille autant d'effroi que d'espoir devant ces possibles révolutionnaires.

Dans une première partie chronologique, Xavier Vigna retrace l'évolution des discours sur le monde ouvrier, en faisant ressortir les thématiques dominant chaque période: si la Première Guerre mondiale, qui génère une embauche importante de main d'œuvre immigrée ou féminine, voit se développer un ensemble de discours officiels hiérarchisant les capacités productives des ouvrières-iers selon des critères explicitement racistes et sexistes, mais aussi des projets d'intégration de représentant-e-s ouvrières-iers, les débats vont ensuite rapidement se centrer sur l'équivalence supposée entre monde ouvrier et communisme, polarisant les positions en cette période de forte conflictualité sociale qu'est l'entre-deux-guerres. La séquence suivante, culminant avec mai 68, voit s'estomper cette focalisation sur le Parti communiste et surgir une multiplicité de paroles ouvrières rebelles, mais débouche sur les tristes années 1980, qui marquent la fin de la centralité ouvrière et la dispa-

rition des espoirs révolutionnaires, voire la reprise à gauche de l'effroi suscité par les classes populaires, désormais soupçonnées en bloc de racisme et d'homophobie.

DES VOIX DISSONANTES

Mais plus qu'à l'histoire de cette vaste intertextualité d'écrits *sur* les ouvrières-iers, c'est aux écrits *des* ouvrières-iers elles et eux-mêmes que sont consacrés les développements les plus intéressants du livre. Car face aux nombreuses tentatives de «ventriloquie politique», la parole ouvrière en quête d'émancipation apparaît également comme «un pas de côté en regard d'une assignation sociale, culturelle, esthétique ou politique». Que ce soit dans des tracts, des romans ou des témoignages, les voix ouvrières sont «vivantes et dissonantes de ce qu'elles agencent un propos singulier et universel, articulant sur une énonciation consacrée au monde ouvrier un propos qui le dépasse».

Dans de belles pages, Vigna évoque ainsi un thème récurrent dans les écrits ouvriers, celui des mains: emblèmes de la pénibilité d'un labeur usant et portant fréquemment les stigmates d'accidents du travail (dont une ouvrière écrit que «c'était la crainte continue. Je me disais: "Je ne leur donnerai pas mes mains, je ne veux pas leur donner mes mains"»), elles signifient aussi bien le savoir-faire du métier et la part d'humanité du travail, voire ouvrent à des sensations tout-à-fait opposées, de celles que peuvent procurer l'amour (l'auteur prolétarien Georges Navel écrivant que «les mains qui touchent les machines, les aciers, ont encore plus faim du contact de la chair»; ou Christiane Peyre, ouvrière dans une sucrerie dans les années 50, estimant que «la torture des machines creuse dans la chair, inévitablement, le besoin de caresses humaines»).

Cette tension entre témoignage d'une condition com-

mune et expression d'une singularité, entre revendications collectives et subjectivité libre, fait tout l'intérêt et la richesse des écrits ouvriers, et devrait inciter à redécouvrir nombre de textes dont la bibliographie fournie par Xavier Vigna donne un premier aperçu. Des récits à lire, finalement, sans nécessairement devoir choisir entre espoir et effroi, car comme le notait Jean-Marie Konczyk, jeune OS chez Renault en 1971, en ouverture d'un de ses livres, «pour le moment, je me contente d'affirmer que les ouvriers ne sont pas des êtres collectifs. Ce sont des individus avec une vie à vivre. D'accord?»

Gabriel Sidler

À lire:
Xavier Vigna, L'espoir et l'effroi. Luttes d'écritures et luttes de classes en France au XX^e siècle, Paris, La découverte, 2016.

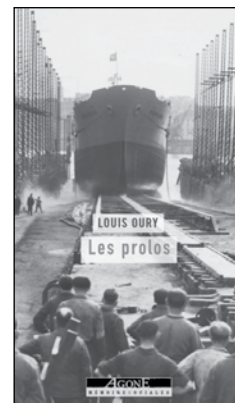


Écrire le travail

Les éditions Héros-Limite viennent d'inaugurer une nouvelle collection consacrée au travail, intitulée «Tuta blu» («bleu de travail» en italien), avec pour projet de «dire ce qu'a été le travail dans le temps passé, ce qu'il est et représente aujourd'hui et enfin, ce qu'il pourrait être».

Parmi leurs premières parutions, mentionnons *Une vie de facteur*, récit dans lequel le genevois Jean-Jacques Kissling évoque son parcours professionnel, d'un apprentissage aux PTT dans les années 70 à son licenciement en 2014 par une Poste transformée par l'automatisation et la pression d'un nouveau management visant le rendement à tout prix, au détriment des aspects humains du métier de facteur, qui faisaient pour l'auteur toute sa valeur.

Signalons également la réédition par les éditions Agone d'un classique du témoignage ouvrier, *Les prolos* de Louis Oury, qui livre le récit d'apprentissage d'un jeune campagnard embauché sur les chantiers navals à Saint-Nazaire, sa découverte du milieu ouvrier puis de sa force collective dans les grandes grèves de 1955. GS



DONALD SCHTROUMPF



«L'Amérique» a un nouveau «comic»

SALLE DES PAS PERDUS

Élections cantonales vaudoises

Le 30 avril 2017 auront lieu les élections cantonales vaudoises. Dans la législature actuelle, la gauche détient la majorité au Conseil d'État (trois socialistes et une verte, contre trois PLR), mais la droite demeure majoritaire au Grand Conseil. Si l'un des enjeux de ces élections sera bien entendu le rapport de force au Grand Conseil, la composition du Conseil d'État sera disputée. Durant la législature qui s'achève, la majorité de gauche a fait passer nombre de projets, parfois dans le cadre de compromis avec la majorité parlementaire bourgeoise, dont certains ont été accueillis de manière critique en nos pages.

Alors que la droite alignera ses trois ministres PLR sortant-e-s et compte sur l'alliance avec d'autres forces de droite pour reconquérir la majorité, à gauche, Pierre-Yves Maillard, Nuria Gorrite et Béatrice Métraux se représenteront. Trois candidates socialistes souhaitent figurer sur le ticket de gauche: la députée et syndique d'Avenches Roxanne Meyer Keller, la députée et municipale de Nyon Fabienne Freymond Cantone et la Conseillère nationale d'Yverdon Cesla Amarelle.

Ces élections seront dominées par des enjeux importants, que l'on pense par exemple à la politique sociale, à la politique du logement, à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ou encore au développement des infrastructures du canton et à son approvisionnement en énergie à moyen et long terme. Afin de discuter de ces thèmes, de présenter les propositions de la gauche et du parti socialiste, et leurs priorités respectives, *Pages de gauche* discutera avec les trois candidates à la candidature du Parti socialiste vaudois. Un entretien que vous pourrez retrouver le mois prochain dans nos pages, et prochainement sur notre site Internet. Le Congrès de désignation du PSV aura lieu, quant à lui, le 14 janvier 2017.

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne